

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 16 décembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 22

Nombre de votants : 26

Date de la convocation : 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le seize décembre à 14 h 30, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin), Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Mise en place d'un régime d'équivalence pour les heures supplémentaires de nuit en séjour Enfance et Jeunesse**Ressources humaines**

Madame Mariane LUQUÉ, Vice-Présidente en charge des affaires sociales d'intérêt communautaire, expose :

L'article 8 du décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique d'État et dans la magistrature autorise les collectivités territoriales et leurs établissements publics à instituer, par délibération, un régime d'équivalence pour les emplois dont les missions impliquent un temps de présence supérieur au temps de travail effectif.

La mise en place d'un régime d'équivalence permet de dissocier le temps de travail productif des périodes d'inaction, pendant lesquelles l'agent se trouve sur son lieu de travail à la disposition de son employeur, mais ne peut pas pour autant vaquer librement à ses occupations personnelles. C'est le cas notamment de séjours avec nuitées, dans le cadre d'accueil collectif de mineurs avec hébergement.

Concernant la fonction publique territoriale, aucune disposition législative ou réglementaire ne fixe de durée d'équivalence à retenir pour le décompte sous forme de temps de travail effectif des périodes d'inaction.

Dans le cadre des animations enfance - jeunesse, des agents de la collectivité peuvent être amenés à participer à des séjours, notamment lors des mini-camps. A cette occasion, l'aménagement du temps de travail doit intégrer la nécessité d'une continuité dans la prise en charge des enfants, les agents devant assurer une surveillance nocturne.

Considérant la reprise en gestion directe des compétences relatives au champ de l'action sociale par la CCBM, dont l'organisation des Accueils Collectifs de Mineurs, à compter du 1^{er} janvier 2026, il est proposé d'adopter le régime d'équivalence suivant :

Organisation de séjours courts, séjours de vacances ou d'activités accessoires à un ALSH			
Temps de présence		Temps d'équivalence	
Nuit, soit de 21 heures à 7 heures		<ul style="list-style-type: none">● Pour les nuits de lundi à jeudi → forfait de 3h00● Pour les nuits de vendredi à dimanche ainsi que jours fériés → majoration de 50%	
EXEMPLES			
Durée du séjour	Décompte forfaitaire	Repos compensateur (repos quotidien = 11h)	Planification
Séjour de 3 jours / 2 nuits	3h00 (par nuitée)	3 X 11H = 33 heures Soit 1j et 9h	A l'issue du séjour
Séjour de 4 jours / 3 nuits	3h00 (par nuitée)	4 X 11H = 44 heures Soit 8h + 1,5 j	8h doivent être planifiées pendant le séjour et le solde, 36 heures maximum, sera pris à l'issue de celui-ci. Les 8 heures minimum de repos compensateur prévues pendant le séjour pourront être prises, compte tenu du minimum de 4 heures, selon les modalités suivantes : - soit en une seule fois - soit en 2 fois 4 heures.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n°2025/CC05/15 du Conseil Communautaire du 23 septembre 2025 relative à l'approbation définitive des nouveaux statuts de la CCBM au 1^{er} janvier 2026 actant la reprise des compétences relatives à la petite enfance, l'enfance et la jeunesse ;

Après avoir entendu l'exposé de la Vice-Présidente,

DÉCIDE

- d'instaurer, à compter du 1^{er} janvier 2026, un régime d'équivalence pour les heures supplémentaires de nuit effectuées par les fonctionnaires titulaires, stagiaires et contractuels de droit public, encadrant des séjours enfance et jeunesse avec nuitées ;
- de considérer que le service de nuit, compris entre 21 heures et 7 heures, sera décompté forfaitairement pour 3h00 et majoré de 50% pour le week-end et les jours fériés ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 26

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président

Monsieur Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance

Monsieur François SERVENT

